

Macron détaille sa vision de l'Europe en ménageant Merkel

Le président est resté discret sur l'approfondissement de la zone euro, tout en affichant sa volonté de relancer la construction européenne

Un quart de siècle plus tard, comme un hommage. Emmanuel Macron, qui croit aux forces de l'esprit, et plus encore à celles du symbole, avait choisi le grand amphithéâtre de la Sorbonne pour dévoiler son plan pour une refondation de l'Europe, mardi 26 septembre, vingt-six ans après le débat qui avait opposé dans ce même lieu prestigieux le président de la République de l'époque, François Mitterrand, à Philippe Séguin, alors chef de file du non au référendum sur le traité de Maastricht. «*Je suis venu vous parler d'Europe, a-t-il commencé, avec ferveur. "Encore!", diront certains. Ils devront s'habituer car je continuerai, parce que c'est ce qui nous donne un avenir.*»

Devant un parterre d'étudiants et de personnalités européennes, dont l'ex-eurodéputé Daniel Cohn-Bendit ou le réalisateur franco-grec Costa-Gavras, le chef de l'Etat a discoursé pendant plus d'une heure et demie, adoptant – jusqu'au mimétisme – certaines poses de son prédécesseur socialiste, adossé à son pupitre, une main caressant l'autre, tendu vers l'auditoire, désireux de le charmer. «*Le temps où la France propose est revenu*», a lancé M. Macron, avec des accents parfois exaltés. *Je pense en cet instant à Robert Schuman, le 9 mai 1950, osant proposer de construire l'Europe. Je pense à ses mots saisissants: "L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre."*»

Dans la foulée de son discours d'Athènes, le 7 septembre, le président qui souhaite réconcilier l'Europe avec les peuples, afin de les soustraire aux populismes, a livré une feuille de route ambitieuse et volontariste pour les dix prochaines années, en faisant une vingtaine de propositions concrètes,

certaines originales, d'autres parfois en discussion depuis des années: Europe de la défense, convergence fiscale et sociale, extension du programme Erasmus au-delà du monde étudiant, relance d'un projet de taxe sur les transactions financières, agence de «*l'innovation de rupture*»...

«*Regardez notre époque, en face (...). Vous n'avez pas le choix!*», a-t-il lancé «*à tous les dirigeants de l'Europe*». Le chef de l'Etat a assumé une Europe «*à plusieurs vitesses*», qui permet d'avancer à quelques-uns, sans être paralysé par les autres. Il a même évoqué la possibilité que le Royaume-Uni puisse y «*trouver sa place*», malgré le Brexit.

Tout en plaidant pour réveiller une Europe qu'il juge «*trop faible, trop lente, trop inefficace*», Emmanuel Macron s'est montré soucieux, au surlendemain de la fragile victoire d'Angela Merkel, dimanche, de ne pas froisser cette dernière et donc de ménager les conditions d'un accord avec les Allemands. Car avec son parti, la CDU, historiquement affaibli, la

« Ce n'est pas mon état d'esprit d'attendre, de procrastiner », a lancé M. Macron, dans une allusion à peine voilée à son prédécesseur

chancelière est contrainte de rechercher un accord de coalition acrobatique avec les Verts et les libéraux du FDP, dont le chef de file, Christian Lindner, a multiplié les déclarations de défiance à

l'égard de l'intégration européenne. Et le SPD, plus ouvert aux idées françaises, a choisi de basculer dans l'opposition.

« Pas de ligne rouge »

Tacticien, le président a donc évité de faire des propositions trop spécifiques sur la zone euro, sujet particulièrement sensible outre-Rhin. La relance de son intégration, politique, économique et budgétaire est pourtant une priorité de Paris. Mais en se montrant trop précis, le chef de l'Etat français s'exposait à un «*nein*» brutal de Berlin.

M. Macron s'est donc contenté de rappeler sa volonté d'un budget commun pour la zone euro. Mais il n'a évoqué aucun montant et s'est concentré sur un instrument destiné à financer des investissements ou à compenser des chocs asymétriques (catastrophes naturelles, etc.), des idées déjà débattues entre Bruxelles et Berlin.

Il n'est pas rentré non plus dans le détail des attributions d'un «*ministre des finances et de l'économie de la zone euro*», les Allemands le concevant comme un «*super-gardien*» des règles du pacte de stabilité et de croissance, alors que Paris imagine plutôt un coordinateur en chef des politiques économiques et budgétaires de la zone euro. Aucun mot, par ailleurs, sur un Parlement de la zone euro, une idée pourtant avancée à plusieurs reprises mais qui a reçu un accueil très frais à Bruxelles et Berlin, où l'on estime que le Parlement européen est largement légitime et suffisant pour traiter des sujets «*euro*».

Quant aux autres annonces, spécialement celles concernant la politique migratoire – une révision des règles de l'accueil avant fin 2017 – ou le numérique (taxation des GAFA: Google,

Apple, Facebook, Amazon), il s'agit de priorités largement partagées par Berlin.

Le chef de l'Etat a par ailleurs réitéré sa proposition d'une convergence fiscale en profondeur avec l'Allemagne, par exemple en matière d'imposition des sociétés. Il a aussi proposé d'«*intégrer totalement*» les marchés des deux pays en «*appliquant les mêmes règles à nos entreprises, du droit des affaires au droit des faillites*».

M. Macron a néanmoins assuré qu'il n'avait «*pas de ligne rouge*», seulement des «*lignes d'horizon*», allusion aigre-douce aux tabous allemands concernant l'eurozone: viscéralement attachée à la discipline budgétaire, échaudée par le sauvetage chaotique de la zone euro après le naufrage de la Grèce, l'Allemagne refuse d'envisager tout budget européen qui organiserait des transferts financiers permanents des pays en excédent budgétaire vers les pays en déficit.

Nouveau « traité de l'Élysée »

Pour l'heure, le discours de la Sorbonne n'a pas suscité de réaction franchement négative à Berlin. «*On apprécie qu'un dirigeant français parle ainsi d'Europe, même si on n'est pas d'accord sur*

tout», témoigne une source au Parti populaire européen (conservateurs), dominé par les Allemands. Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, s'est lui empressé de saluer un discours «*très européen*».

L'activisme européen de M. Macron avait pu agacer ces derniers temps: sa volonté de passer en force sur la révision de la directive sur les travailleurs détachés a notamment contrarié les capitales de l'Est, qu'il a cette fois-ci un peu

ménagées. Mais beaucoup semblaient se réjouir mardi soir d'un retour de la France sur la scène continentale, alors que le quinquennat de François Hollande avait été vécu comme une longue éclipse. « *Ce n'est pas mon état d'esprit d'attendre, de procrastiner* », a d'ailleurs lancé M. Macron, dans une allusion à peine voilée à

son prédécesseur, répétant les « *avançons!* » ou les « *chiche?* ».

Soucieux de solidifier le tandem franco-allemand, M. Macron a invité M^{me} Merkel le 22 janvier 2018 à signer un nouveau traité de coopération, un nouveau « traité de l'Elysée », cinquante-cinq ans après celui qu'avaient signé le chancelier allemand Konrad Adenauer et le

président français Charles de Gaulle pour sceller l'amitié franco-allemande à l'époque.

Le rendez-vous est à la fois symbolique et tactique: avec un peu de chance, Angela Merkel aura bouclé son accord de coalition et pourra passer à l'action. Flattant la chancelière, dont il a impérieusement besoin pour avancer, le

président s'est dit confiant sur la réponse de cette dernière à ses propositions: « *Ni le repli, ni la timidité, mais l'audace et le sens de l'histoire* », veut-il croire. Macron joue gros en s'engageant de la sorte, mais il est très loin d'avoir remporté la mise. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)
ET SOLENN DE ROYER

L'Elysée joue le jeu de l'Europe à vingt-sept sans renoncer à refondre la zone euro

L'EUROPE NE SE RÉSUME PAS au « moteur franco-allemand ». Et pour la réformer, il ne suffit pas de le réactiver: tous les autres Etats membres, même les plus petits (Malte, Luxembourg), même les plus à l'est (la Roumanie, la Bulgarie, la Pologne) doivent accepter de prendre le train en marche. Car leurs voix comptent aussi, même si ce n'est pas toujours dans les mêmes proportions.

A Bruxelles, ces affirmations sonnent comme des évidences, mais pas dans l'Hexagone où les présidents ont souvent donné l'impression de ne prendre que l'axe Paris-Berlin en considération. Symptomatique d'un grand pays fondateur à la profonde culture centralisatrice? Peut-être. En surinvestissant d'emblée dans sa relation avec Angela Merkel, Emmanuel Macron a semblé vouloir se placer sur les traces de ses prédécesseurs.

Mardi 26 septembre, à la Sorbonne, le chef de l'Etat a changé de ton, et prononcé un discours nettement plus « inclusif », comme on dit à Bruxelles, que ses précédentes allocutions sur l'Europe. « *Cette ambition [réformatrice], nous la partageons aussi avec l'Italie*, a assuré

M. Macron à la toute fin de son allocution, évoquant le sommet franco-italien organisé mercredi 27 septembre, à Lyon. *Mais c'est avec l'Espagne, le Portugal, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et tant d'autres partenaires que nous la partageons. J'ai rencontré 22 de mes homologues depuis ces quelques mois, je veux travailler avec chacun d'entre eux, avec*

humilité mais détermination. »

Solidarité « organisée et concertée »

M. Macron a soigneusement évité de montrer du doigt certaines capitales: il n'a pas réitéré ses attaques contre la Pologne, alors que fin août, il avait créé une petite tempête diplomatique en lui reprochant brutalement de refuser une révision de la directive sur le travail détaché. Il a certes évoqué l'« Etat de droit » et salué le travail de Frans Timmermans, le premier vice-président de la Commission, qui s'emploie à le faire respecter, mais sans nommément désigner le gouvernement ultraconservateur de Varsovie, dont les réformes programmées de la justice inquiètent pourtant profondément à Bruxelles.

De la même manière, il n'a qu'effleuré les divisions Est-Ouest au sujet de la migration, n'a décoché aucune flèche contre la Hongrie, la Slovaquie ou la Pologne pour avoir rechigné à prendre leur part de réfugiés... La solidarité dont ces pays devraient faire davantage preuve à l'avenir? Il faudrait qu'elle soit « *véritable* », mais aussi « *choisie, organisée et concertée* ». Absolument pas imposée à des gouvernements qui ont très mal vécu le dispositif des « quotas » de réfugiés décidés en 2015.

Le président français a même assuré soutenir « *le choix du président Juncker de mettre fin partout en Europe au double standard alimentaire* », soulignant le cas que Paris fait des préoccupations des

pays « de l'élargissement » de 2004 à 2007. La Commission a récemment pris position contre les pratiques industrielles qui consisteraient à vendre à l'Est, sous un packaging pourtant identique, du chocolat ou du poisson pané constitués d'ingrédients de moindre qualité qu'à l'Ouest.

Pourquoi tous ces gages? Pourquoi affirmer avec tant de conviction que

l'« unité européenne de la réconciliation franco-allemande à la réunification entre l'Est et l'Ouest, c'est notre plus belle réussite et notre atout le plus précieux »? Probablement par conviction. Sûrement aussi par tactique: M. Macron n'a pas du tout renoncé à son « *Europe à plusieurs vitesses* ».

Mardi, il l'a totalement assumée, inscrivant son action prioritairement dans le cadre de la zone euro. Après un brava: « *Je n'ai pas la zone euro honteuse* », M. Macron a enchaîné: « *L'Europe des Vingt-Huit ne peut fonctionner comme l'Europe des Six et notre projet, l'avenir de nos peuples ne peut consister à rechercher le plus grand dénominateur commun. C'est en articulant constamment l'ambition motrice de quelques-uns et le respect du rythme de chacun que nous créerons le désir d'avancer et que l'Europe progressera au bénéfice de tous.* »

Or, si le chef de l'Etat veut imposer sans trop de heurts cette vision d'une Europe des « avant-gardes », particulièrement controversée à l'Est, il n'a aucun intérêt à aviver les divisions existantes. ■

C. DU.

De l'environnement au numérique, les propositions françaises à la loupe

Paris souhaite un « Erasmus des lycéens » pour favoriser le sentiment d'appartenance à l'Europe

BRUXELLES - bureau européen

Le président Macron a multiplié les annonces, mardi 26 septembre, depuis la Sorbonne. Certaines sont franchement nouvelles (l'Agence pour l'innovation de rupture), d'autres beaucoup moins (l'Office européen de l'asile), ou déjà en discussion de longue date au niveau européen. Analyse des principaux points.

Environnement « *L'Europe doit être le chef de file d'une transition*

écologique efficace et équitable », a déclaré Emmanuel Macron. Elle doit « *donner un juste prix au carbone: un prix minimum significatif à l'intérieur de ses frontières* », a-t-il réclaté, appelant de ses vœux « *une taxe carbone européenne aux frontières* » pour assurer l'équité entre ses producteurs et leurs concurrents. C'est une vieille idée qui ne faisait jusqu'à présent pas l'unanimité dans l'Union.

Le chef de l'Etat a aussi recommandé une réforme de la politi-

que agricole commune, un véritable tabou français. Est-il prêt à discuter de son énorme enveloppe (38 % du budget de l'Union), quand les discussions budgétaires s'ouvriront, courant 2018?

Défense L'Union doit donc « *développer des capacités autonomes, en complément de l'OTAN* », a recommandé le président, qui a insisté sur une « *coopération permanente structurée* », qui permettra à Paris, Berlin et d'autres capitales d'avancer plus vite. Il faut

forger « *une culture stratégique commune* », avec un budget de défense et une doctrine partagés. Paris veut montrer l'exemple en accueillant des militaires d'autres pays dans ses armées, ce qui existe déjà en grande partie. M. Macron évoque aussi « *une force commune d'intervention* ». Un autre nom pour les actuels *battle groups* multinationaux, mal financés et jamais déployés depuis leur création, en 2007?

Lutte antiterroriste Le président a évoqué «*le rapprochement des capacités de renseignement*», un thème vieux de seize ans n'ayant connu qu'une réalisation partielle. Malgré les promesses formulées après chaque attentat, les Etats rechignent à partager toutes leurs informations avec d'autres. M. Macron a aussi évoqué une «*Académie européenne du renseignement*». Avec quelles missions? Celles d'une «*CIA européenne*», jugée infaisable? Le président a appelé de ses vœux un parquet européen antiterroriste. Jugé nécessaire, le projet ne sera pas simple à concrétiser. Il a fallu de très longs débats pour que 16 Etats membres seulement décident de doter l'Union d'un parquet européen pour la lutte contre la fraude aux budgets de l'Union.

Immigration Le président a réclamé un Office européen de l'asile. L'Union compte toutefois déjà un Bureau européen d'appui (EASO) censé coordonner la coopération entre les Etats.

L'idée d'une Agence dotée de pouvoirs plus vastes est en débat depuis plus d'une année et c'est la définition d'une politique commune qui patine. Le chef de l'Etat suggère aussi une «*police des frontières*». Un corps européen de garde-frontières et garde-côtes a été créé à l'automne 2016. Cette police se chargerait-elle plus spécifiquement du retour des illégaux?

Numérique Le président a suggéré la création d'une «*Agence pour l'innovation de rupture*», censée financer «*en commun*» des champs de recherche nouveaux, comme «*l'intelligence artificielle*». Cet accent mis sur le numérique est salué à Bruxelles, où la Commission Juncker déroule son «*agenda*» digital depuis la fin 2014. Mais l'«*Agence pour l'innovation de rupture*» interroge: de quels moyens disposera-t-elle? M. Macron a, par ailleurs, réitéré la proposition française d'une taxe sur le chiffre d'affaires européen des géants du numérique.

Taxe sur les transactions financières (TTF) Le président a réactivé ce projet de taxation, afin de financer l'aide publique européenne au développement. Il s'est même dit prêt, pour l'exemple, à propos de la taxe française sur les transactions financières existante, à «*donner l'intégralité de ses ressources à l'aide publique au développement européenne*». Le projet de TTF est un serpent de mer bruxellois: une dizaine de pays, dont la France et l'Allemagne, planchent sur sa mise en œuvre plus de cinq ans sans parvenir à s'entendre.

Erasmus des lycéens «*Créer un sentiment d'appartenance est le ciment le plus solide de l'Europe*», a insisté M. Macron, qui tient au thème de la culture européenne. *Nous devons renforcer les échanges, pour que chaque jeune Européen ait passé au moins six mois dans un autre pays européen, que chaque étudiant parle deux langues européennes d'ici à 2024.* Le chef de l'Etat a aussi suggéré de créer un réseau d'universités européennes et réclamé, pour le

lycée, un processus de reconnaissance mutuelle des diplômes (en clair: du baccalauréat) alors que seuls les diplômes de l'enseignement supérieur sont actuellement reconnus.

Quinze commissaires européens «*Nous ne pourrions pas continuer avec une Commission à près de 30 membres, comme si chacun devait veiller aux intérêts de son pays*»: M. Macron a proposé une Commission de quinze membres seulement. «*Que les grands pays fondateurs renoncent à leurs commissaires pour commencer! Nous donnerons l'exemple*», a-t-il ajouté. Le collège européen compte à ce jour vingt-huit membres, un par pays membre, et beaucoup estiment que cela nuit à l'efficacité de sa prise de décision. Le président n'a pas évoqué, en revanche, l'idée lancée récemment par Jean-Claude Juncker – une fusion des postes de présidents du Conseil et de la Commission. Il a réaffirmé son souhait de listes transnationales aux élections européennes. ■

C. DU. ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

Un discours diversement apprécié à Berlin

Angela Merkel reste prudente, tandis que les libéraux sont critiques

BERLIN - correspondant

En temps normal, Angela Merkel aurait réagi plus promptement. Mardi 26 septembre, la chancelière allemande n'a pas commenté dans l'instant les propositions faites par Emmanuel Macron, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, à Paris, afin de relancer le projet européen. Au fond, elle se réjouit de l'élan proeuropéen impulsé par le président français. Mais elle devait attendre mercredi pour délivrer un premier commentaire.

En décidant de s'exprimer deux jours après les législatives allemandes, M. Macron ne pouvait s'attendre à autre chose. A Berlin, cette prudence n'a guère étonné.

«Je ne pense pas qu'il y aura une réponse immédiate de la chancellerie, avait prévenu un haut fonctionnaire allemand spécialisé dans les sujets européens. La priorité de M^{me} Merkel est de former une coalition [gouvernementale]. Or, il ne vous a pas échappé que, sur l'Europe notamment, les partenaires pressentis [pour cette future coalition] ne sont pas sur la même ligne. Dans cette situation, la chancellerie sait qu'elle a intérêt à attendre les réactions des uns et des autres avant de se positionner. C'est ce qu'elle a de mieux à faire pour ne pas bloquer les choses.»

«Mauvaises leçons»

Les «partenaires», justement. A la différence d'Angela Merkel, leurs commentaires ne se sont pas fait

attendre. Et, comme prévu, ils n'ont pas été à l'unisson. Chez les Verts, le discours de M. Macron a été accueilli très positivement. En témoigne le Tweet rédigé – en français – par Cem Özdemir, le président du parti écologiste: «*Excellent, président Emmanuel Macron! L'avenir de nos pays réside dans une Europe unie. Besoin d'une coopération forte avec Paris.*» Ces quelques mots ne sont pas anodins, d'autant que M. Özdemir pourrait être le prochain chef de la diplomatie allemande, si les Verts entrent au gouvernement et qu'ils réclament – ce qui est possible – le ministère des affaires étrangères.

Chez les conservateurs (CDU-CSU) et les libéraux (FDP), en revanche, les réactions ont été nettement moins enthousiastes. Et,

sans surprise, ce sont les idées du président français sur l'avenir de la zone euro qui les ont refroidis. «*Les projets de M. Macron conduisent à faire de la zone euro une union de transferts [financiers] illimitée et à dissoudre le pacte de stabilité. Or, ce sont là les mauvaises leçons de la crise de l'euro*», a estimé le conservateur bavarois Hans Michelbach (CSU), membre influent de la commission des finances du Bundestag. Selon lui, M. Macron «*cherche des possibilités de faire porter la dette publique française par d'autres, [ce qui] n'est pas un procédé acceptable*».

Même réaction au FDP. «*En Europe, le problème n'est pas le manque de fonds publics, mais le manque de réformes. Un budget de la zone euro induirait précisément*

les mauvais stimulants», a commenté Alexander Graf Lambsdorff, vice-président du Parlement européen, dont le nom est également cité, à Berlin, comme possible ministre des affaires étrangères dans le cas où le FDP hériterait de ce portefeuille dans le prochain gouvernement.

Emmanuel Macron le savait. Il en a la confirmation. Dans une Allemagne dirigée par une Angela Merkel alliée au FDP et où l'aile droite de la CDU-CSU est décidée à se faire davantage entendre après le résultat décevant des conserva-

teurs aux législatives, ses projets en faveur d'une plus grande intégration de la zone euro ou de la création d'une taxe sur les transactions financières se heurteront à de vives réticences.

Pour le reste, en revanche, plusieurs de ses idées trouveront un écho favorable à Berlin. « *Quand M. Macron propose de renforcer la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, d'être plus solidaire à l'échelle européenne en matière de politique migratoire, de mieux protéger les frontières face à l'immigration illégale, de créer un*

marché commun du numérique ou de mener une politique plus ambitieuse pour le développement de l'Afrique, il pose un cadre qui a toutes les chances de convenir au prochain gouvernement allemand, même si, dans les modalités concrètes, il y aura forcément des points plus difficiles à négocier que d'autres », estime Olaf Wientzek, responsable des questions européennes à la Fondation Konrad-Adenauer, proche de la CDU.

Pour ce chercheur, le fait que M. Macron ait évoqué ces différents dossiers thématiques avant

d'exposer ses idées sur la zone euro, et qu'il ait, à propos de celle-ci, été assez prudent, ne peut qu'être apprécié à Berlin. « *On attendait un président français qui dit clairement ce qu'il souhaite sur l'Europe sans pour autant faire la leçon à l'Allemagne*, explique M. Wientzek. Alors, bien sûr, tout le monde ne va pas être d'accord. Mais ce n'est pas grave. Ce qui est positif, c'est que la France soit de retour sur la scène européenne. Et ça, en Allemagne, beaucoup de gens l'attendaient. » ■

THOMAS WIEDER

Chaleur italienne, tiédeur scandinave

Pour le *Corriere della Sera*, la « *leçon* » d'Emmanuel Macron « *devrait être un exemple pour une Italie qui néglige le futur de l'Europe* ». La *Repubblica* salue la « *relance* » incarnée par le président français. Si le premier ministre finlandais, le centriste

Juha Sipilä, juge que le discours de M. Macron inclut des éléments qu'il « *peut soutenir* », il est sceptique sur la réforme de la zone euro : « *Sur ce point, Macron va un peu trop vite.* » Le premier ministre libéral danois, Lars Lokke Rasmussen, quant à lui, déclare : « *Le moment n'est pas à des projets d'intégration européenne d'envergure. Le moment est au travail de fond.* »